



DÉCLARATION

NOUS, acteurs du progrès social, organismes communautaires, associations étudiantes, groupes environnementaux, mouvement féministe et organisations syndicales, nous nous engageons par notre solidarité à :

« Refuser l'austérité pour construire un Québec plus juste! »

Parce que nous défendons l'accessibilité et la qualité des services à la population dans la santé, dans les services sociaux, dans l'éducation et dans les services de garde pour assurer une plus grande justice sociale et une meilleure redistribution de la richesse ;

Parce que nous défendons une fonction publique forte, présente et accessible dans toutes les régions du Québec afin de garantir l'exercice des droits fondamentaux, la défense du bien commun et l'intérêt collectif ;

Parce que nous jugeons que l'égalité passe par la non-discrimination, la non-violence et par l'autonomie économique des femmes ;

Parce que nous reconnaissons le droit des peuples à l'autodétermination et le droit de participer aux décisions qui peuvent avoir des conséquences sur leur vie ;

Parce que nous pensons qu'une qualité de vie décente passe par des programmes soutenant les personnes en situation de pauvreté, les familles, les personnes immigrantes ;

Parce que nous sommes d'avis qu'un pays *fou de ses enfants* doit proposer une politique familiale accessible et respectueuse des enfants et des parents ;

Parce que nous croyons au renforcement de la démocratie et à une participation citoyenne active ;

Parce que nous croyons que la concertation est une clé fondamentale du développement des régions ;

Parce que nous avons à cœur le développement économique du Québec et la création d'emplois de qualité ;

Parce que nous voulons protéger l'environnement ;

Parce que nous estimons que le gouvernement doit avoir le courage d'aller chercher de nouveaux revenus autrement que par la tarification des services ;

Parce que nous dénonçons le discours alarmiste du gouvernement sur les finances publiques pour justifier ses choix ;

Parce que nous considérons que d'autres choix sont réalisables, comme ceux de lutter contre les paradis fiscaux et d'imposer justement les grandes entreprises et les banques ;

Parce que nous croyons qu'un autre Québec est possible ;

**REFUSONS
L'AUSTÉRITÉ**

NOUS exigeons que cessent les mesures d'austérité et **NOUS** proposons :

- L'adoption d'une véritable politique de développement durable pour le Québec, qui réponde aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Une politique qui reconnaisse le droit à l'autodétermination des peuples autochtones, l'égalité entre les femmes et les hommes et le droit de tous de vivre et de travailler dans la dignité dans toutes les régions du Québec. Une politique qui permette :
 - une réduction significative des gaz à effet de serre et une réduction de notre dépendance au pétrole ;
 - une réduction des inégalités sociales ;
 - un développement régional appuyé par les acteurs locaux ;
 - une économie génératrice d'emplois de qualité.
- Une révision du régime fiscal qui assure un financement adéquat des services publics et des programmes sociaux par :
 - une plus grande participation des entreprises au financement de l'État en imposant notamment un impôt minimum aux entreprises et en introduisant une taxe sur le capital pour les institutions financières ;
 - une refonte des avantages fiscaux qui ne favorise pas indûment les plus riches, comme ceux concernant les gains en capital, les options d'achat, les fondations philanthropiques et les successions ;
 - une intensification de la lutte à l'évasion fiscale, à l'économie souterraine et aux paradis fiscaux ;
 - une plus grande progressivité de l'impôt des particuliers en augmentant les paliers d'imposition pour les personnes dont le revenu est plus élevé.
- La mise en place d'une consultation populaire afin de définir collectivement les finalités de l'État québécois.

**Devant l'urgence d'arrêter le gouvernement
dans son entreprise de démolition de l'État social :**

NOUS, acteurs du progrès social, organismes communautaires, associations étudiantes, groupes environnementaux, mouvement féministe et organisations syndicales, appelons celles et ceux qui ont à cœur la construction d'un Québec plus juste, plus égalitaire, plus solidaire, à SE MOBILISER AVEC NOUS!

Organismes signataires de la Déclaration

- Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS)
- Alternatives
- Association des juristes progressistes
- Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA)
- Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)
- Au bas de l'échelle
- Centrale des syndicats démocratiques (CSD)
- Centrale des syndicats du Québec (CSQ)
- Centre des organismes communautaires
- Centre international de solidarité ouvrière (CISO)
- Coalition Solidarité Santé
- Collectif pour un Québec sans pauvreté
- Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)
- Confédérations des syndicats nationaux (CSN)
- Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)
- Conseil national des chômeurs et chômeuses (CNC)
- Fédération autonome de l'enseignement (FAE)
- Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ)
- Fédération des femmes du Québec (FFQ)
- Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)
- Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)
- Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)
- Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ)
- Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)
- Greenpeace
- Groupe de recherche d'intérêt public à l'UQAM (GRIP-UQAM)
- Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA)
- Jeunes médecins pour la santé publique
- Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi (MASSE)
- Nature Québec
- L'R des centres de femmes du Québec
- Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal
- Solidarité avec la Nation Anishinabe du Bassin-versant de la Rivière des Outaouais (Solidarité NABRO)
- SOS Territoire
- Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ)
- Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ)
- Table nationale des corporations de développement communautaire (TNDCDC)